

03 FEV. 1993

CCOAIB

B.P. 1993
KIGALI

PRO-FEMMES/
TWESE HAMWE
B.P. 984
KIGALI

CLADHO

B.P. 1787
KIGALI

Kigali, le 29 janvier 1993

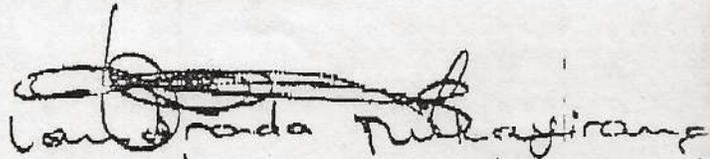
Aux Missions Diplomatiques et
aux Organisations des Nations Unies

Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique,
Excellence Madame/Monsieur l'Ambassadeur,
Madame/Monsieur le Représentant,

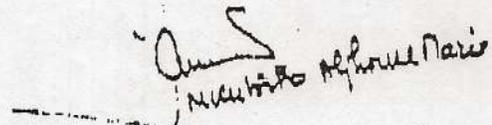
Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint pour information et pour suite utile, la déclaration des responsables et des représentants des Organisations Non-Gouvernementales rwandaises et internationales œuvrant pour le développement et les droits de la personne, relative à la situation d'insécurité qui prévaut dans le pays.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Excellence, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

CCOAIB: Conseil de Concertation des
Organisations d'Appui aux
Initiatives de Base


Claude Ndayiriranga

CLADHO: Comité de Liaison des
Associations des Droits de l'Homme


Jean-Marie Ndayiriranga

PRO-FEMMES/TWESE HAMWE: Les Femmes
Professionnelles du Rwanda/Toutes Ensemble


Suzanne Vignier

C.P.L.A :

- Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise
- Monsieur le Premier Ministre
- Monsieur le Président du Conseil National pour le Développement
- Madame/Monsieur le Ministre (Tous)
- Parti Politique (Tous)
- Conférence Episcopale du Rwanda
- Conseil Protestant du Rwanda
- Représentant de l'Association des Musulmans au Rwanda

DECLARATION DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES RWANDAISES ET INTERNATIONALES OEUVRANT POUR LE DEVELOPPEMENT ET LES DROITS DE LA PERSONNE AU RWANDA

Suite aux nombreux affrontements violents qui se manifestent dans le pays, et qui se sont aggravés pendant ces derniers jours, nous - responsables et représentants des Organisations Non-Gouvernementales rwandaises et internationales oeuvrant pour le développement et les droits de la personne au Rwanda - nous sommes réunis pour échanger des informations et recueillir des témoignages de ces événements.

Les témoignages proviennent de plusieurs sources fiables, y compris les agents de terrain de nos organisations, les autorités ecclésiastiques, la radio nationale, la Commission Internationale d'Enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda et des victimes elles-mêmes. Ces témoignages, que nous ne prétendons pas exhaustifs, révèlent que:

dans la seule préfecture de Gisenyi

- jusqu'à la date du 28 janvier il y a eu au moins 78 morts dans la commune de Ramba, 184 dans la commune de Satinsyi et 8 dans la commune de Kanama. Pour ne citer que deux exemples frappants de ces massacres, lundi le 26 janvier des agresseurs ont dressé un barrage illégal sur la ligne Ngororero-Gitarama et ont arrêté un bus à Satinsyi. Ils ont fait descendre tous les passagers et, après vérification de leurs cartes d'identité pour établir l'ethnie et le lieu d'origine, quatre passagers dont une femme ont été tués sur le champ; les cadavres ont été jetés dans une fosse commune. A Kayova, un vieux couple Tutsi a été brûlé vif à l'intérieur de leur maison incendiée; leur fils, curé de la paroisse de Muhororo, a été recherché à son tour par les agresseurs lors de son retour de l'enterrement;
- les personnes déplacées sont au nombre de 861 à la paroisse de Muhororo, 784 dans la sous-préfecture de Ngororero, 387 à Nyundo et 158 à Muramba - où pendant plusieurs jours des bandes armées ont assiégé une école de jeunes filles déclarant qu'ils voulaient tuer une soixantaine d'élèves à cause de leur appartenance ethnique (Tutsi) et régionale; leur approvisionnement d'eau a été coupé. Dans la commune de Kanama au moins 135 personnes sont portées disparues;
- dans ces massacres, les personnes ciblées sont des Bagogwe et des Batutsi, ou bien ceux qui les ont protégées. Les agresseurs sont pour la plupart des adhérents au parti MRND et CDR;

dans la préfecture de Kibuye

- on a déploré au moins 14 morts en commune Rutairo; les victimes, tous des Bagogwe, s'y étaient réfugiés en

provenance de la commune voisine de Ramba. Ils ont été poursuivis par leurs assaillants jusqu'à dans leur refuge.

à Ruhengeri

- une bande armée en provenance de Giciye (préfecture de Gisenyi) a pillé, puis brûlé, plusieurs dizaines de maisons appartenant à des membres du parti MDR dans la commune de Nyamutera, laissant au moins une centaine de personnes sans abri. Quelques-unes des victimes ont par la suite organisé des représailles contre des membres du MRND;

à Byumba

- des manifestations des adhérents au parti MRND et CDR ont occasionné la destruction et le pillage des biens appartenant aux opposants de ces deux partis;
- des personnes sans scrupules ont exploité la misère des déplacés de la guerre en les incitant à participer à ces manifestations violentes;
- depuis l'attaque de la ville de Byumba en juin 1992 par les forces du FPR, les services publics sont quasiment paralysés suite aux pillages qui s'en sont suivis, et à la crainte d'une nouvelle attaque qui pèse sur la population;
- la population de Byumba et les camps des déplacés ne sont pas à l'abri des actes de banditisme et des violences perpétrés par des bandes armées, provenant des militaires et/ou de la population civile, voire même des déplacés;

D'autres préfectures n'ont pas été épargnées par les actes de violence. Ainsi dans la capitale Kigali à la suite des manifestations du 20 janvier, il y a eu au moins trois morts et 45 blessés. Dans le seul quartier de Nyabugogo les portes et fenêtres de presque toutes les maisons ont été enfoncées, et deux femmes ont été violées dans la rue. Dans la commune rurale de Gikoro plusieurs personnes membres du parti MDR ont été trouvées en possession des grenades. En fait, un climat d'insécurité se généralise sur tout le territoire; des incidents sont signalés également dans les préfectures de Cyangugu, de Kibungo et ailleurs.

Nous constatons avec inquiétude que:

- ces morts et déplacés sont victimes d'actes inspirés par l'ethnisme, le régionalisme et la rivalité inter-partite nourris par le discours de certains leaders politiques, notamment l'allocution de Léon Mugesera prononcée le 22 novembre 1992 dans la sous-préfecture de Kabaya, dont la poursuite judiciaire a été entravée par sa fuite assistée;
- de nombreuses 'manifestations' politiques se transforment rapidement en sauvageries, actes de banditisme et de simples règlements de compte;

- la jeunesse désœuvrée, victime d'une situation économique qui se dégrade, est exploitée à des fins politiques par des personnes qui profitent de ses conditions de vie misérables. Cette jeunesse - y compris des enfants qui n'ont pas plus de huit ans - est manipulée moyennant des sommes minimales pour participer à toutes sortes de violences;
- les autorités religieuses ne sont pas épargnées; à titre d'exemple, en date du 25 janvier l'évêque de Nyundo a failli être jeté dans la rivière avec sa voiture au moment où il se rendait à la paroisse de Muramba pour constater lui-même la situation à l'école de jeunes filles citée ci-haut. L'église de Shyira qui abritait des réfugiés a été endommagée par des agresseurs qui poursuivaient ces malheureux;
- les rebondissements de violence semblent surgir à la veille des changements décisifs d'ordre politique, par exemple la reprise des négociations à Arusha, dont l'issue positive constitue la voie obligée de rétablir la paix et les conditions nécessaires au développement du pays;
- de nombreux incidents attestent d'une complaisance et d'une complicité à la violence de la part de certaines autorités, notamment au niveau local;
- l'utilisation des moyens de l'état (p.ex. les véhicules) à des fins partisans et violentes est devenu monnaie courante;
- ceux qui ont témoigné, ou ont été associés, à la commission internationale d'enquête sur les violations des droits de la personne ont subi des représailles; l'un d'eux s'est suicidé suite aux menaces qu'il a reçues.

Nous constatons également que le personnel et la propriété des organisations œuvrant pour le développement ne sont pas à l'abri des attaques. Parmi de nombreux exemples d'agressions, nous citons les cas suivants:

- à Gituza en préfecture de Byumba quatre agents d'une organisation internationale suspectés d'abriter un collègue Tutsi, et qui ne pouvaient pas montrer des cartes d'adhésion au MRND ou à la CDR, ont été passés à tabac; deux des agents ont dû être hospitalisés. En plus, trois maisons appartenant à l'organisation ont été endommagées, des meubles détruits et des biens personnels volés;
- un membre du personnel d'une autre organisation internationale a reçu des menaces de mort persistentes de la part de personnes se réclamant de la CDR - on lui a écrit de s'attendre à 'donner du fumier' à son quartier de telle sorte qu'il a préféré quitter son domicile;
- des véhicules d'une troisième organisation ont été

réquisitionnés pour transporter des Interahamwe à une réunion en commune Giciye, préfecture de Gisenyi, où ils ont incité aux massacres;

- Il y a des cas trop nombreux pour être cités où le personnel expatrié et/ou national est intimidé aux barrières et empêché d'accéder aux projets pour remplir sa mission.

Plus d'une organisation étrangère est en train de se demander si elles peuvent continuer à travailler dans de telles conditions.

Le processus de réconciliation que nous souhaitons tous, et auquel nous voulons apporter notre contribution, est rendu encore plus difficile avec chaque recrudescence de violence.

Les organisations rwandaises et internationales ont décidé de lancer un cri d'alarme à l'adresse de la communauté internationale. Elles signalent que les démarches antérieures auprès des autorités rwandaises n'ont pas donné de suite. Nous pouvons citer, par exemple, la déclaration des organisations rwandaises et internationales et des églises du 13 mars 1992, la déclaration des associations de défense des droits de la personne du 17 septembre 1992, le communiqué du CCOAIB (Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base: ONG rwandaises) du 16 novembre 1992, ainsi que la lettre de l'OVPR (Organisations des Volontaires et des Partenaires Rwandais: ONG étrangères) du 8 décembre 1992.

Tout en saluant la déclaration du Président de la République et du MRND émise hier s'opposant à tout acte de violence, nous regrettons cependant que celle-ci soit intervenue après plus d'une semaine de violence. En outre elle n'a pas été exprimée en termes concrets - contrairement à celle des évêques catholiques qui demande au Président et au gouvernement que 'tout soit mis en oeuvre pour que les Bagogwe, les Batutsi et leurs assimilés des préfectures de Gisenyi, Ruhengeri et Kibuye soient assurés d'une protection concrète et urgente'.

Nous nous réjouissons également de ce que les partis MRND, MDR, PL, PSD, PDC aient fait une déclaration commune le 27 janvier 1993 promettant qu'ils vont user de leur influence sur leurs adhérents respectifs pour 'arrêter immédiatement les actes de violence'. Pouvons-nous espérer qu'ils feront tout pour transmettre ce message à leurs adhérents, et qu'ils prendront des sanctions contre ceux qui persistent à confondre la libre expression des aspirations politiques avec la criminalité?

Nous demandons aux Etats représentés dans le pays et aux organisations des Nations Unies de faire tout ce qui est en leur pouvoir afin que ces dernières déclarations des responsables politiques soient suivies d'effet et que la paix sociale soit rapidement rétablie.

fait à Kigali le 29 janvier 1993

KANZAYIRE Josephine
INADES B.P. 866 Kigali

Kanzayire

MAZIMPAKA Innocent
Lichredhor

[Signature]

Shamukiza Charles

A.V.P.

[Signature]

Mugawamaliya Dominique

~~[Signature]~~

M.P. Desongbe. A.D.L. CARITAS Rwanda

MIRAKURE Isabelle

Isabelle

Réseau des femmes

Pasteur EZECHIEL BABERAKUBONA - CAR

[Signature]

Tennu J. C.R.S.

Steve Wallace

CARE - International

[Signature] Nyu

CARE - Deutschland

[Signature] Theodor

AROICI / Withais-Volontaires

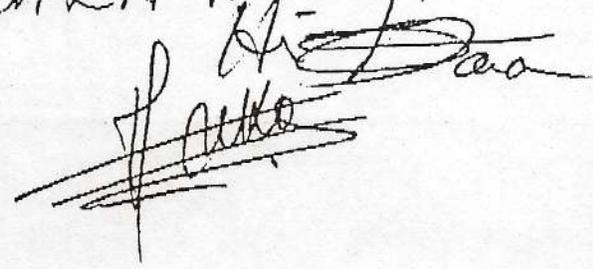
04/02 '93 17:43

☎ 250-76602

LES SIGNATAIRES :

JICA - Jock Tr. EBARA HIROKI

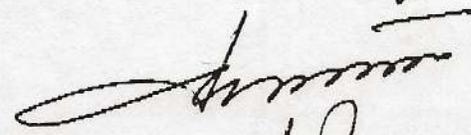
MUKAMANA Bernadette
A JETHAMU



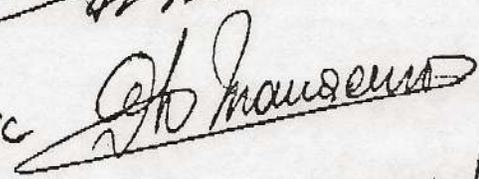
Mhiko NSENGIRANA
Centre Iwacu

B. Nsengirana

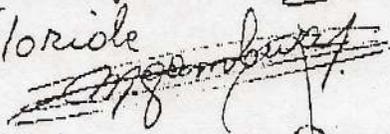
Joseph KATTIBWAMI
ARAMEY



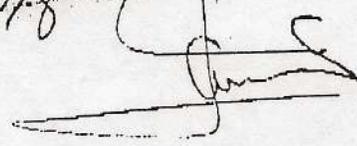
NKIRAHACUW Dominique-ARTC



MUKARUGAMBWA Floride
ARTC F

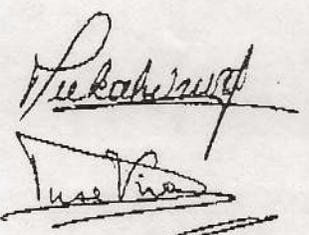


NKURWITO Alphonse Marie
-ARDHO



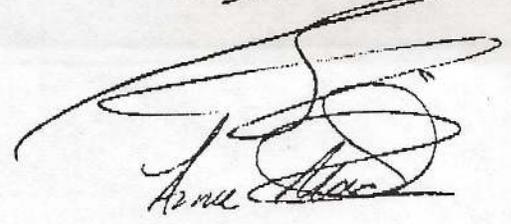
Alphonse Marie

MUKAHIRWA Tatucie
SERUKA

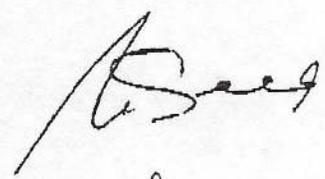


JUSENGE Virginie
Profemmes - Twese hamwe

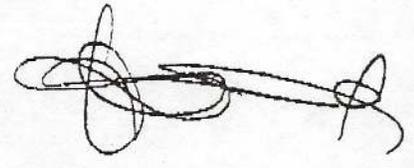
TWIZEYIMANA Prosper
OXFAM RUI (ROYAUME-UNI
ET IRLANDE)



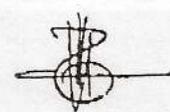
KAREMEKA SASPAA
JOURNAL IMRAGA



Uwagada Mukayiranga
CCOAB



Zaina Nyiramatawa
HABURUKA



HABYARIMANA MURANDA Oreste (ARBI)



JICA - JOCV Mr. EBARA HIROKI
MUKAMANA Bernoulette
A JETHAMU

~~Signature~~
~~Signature~~

B. B. ...

Mukibo NSENGIMANA
Centre Iwacu

Joseph KATYIBWAMI
ARAMET

~~Signature~~

NKIRAMUCUW DOMINIQUE-ARTC

~~Signature~~

MUKARUGAMBWA Floride
ARTC F

~~Signature~~

~~Signature~~

NKURAITO Alphonse Marie
ARADO

~~Signature~~

MUKAHIRWA Patricia
SERUKA

~~Signature~~

JUSENGE Virginie
Profemmes - Twese hamwe

~~Signature~~

TWIZEYIMANA Prosper

~~Signature~~

OKPAM RUI (ARABIA - UNI
ET ILLANAR)

KAREMEBA SASAKI

~~Signature~~

Journal IMRAGA

Lum Grada Tukayiranga
CCOAB

~~Signature~~

Zaina Nyiramataka
HABURUKA

~~Signature~~

HABYARIMANA MUPANDA Oreste (ARBI)

~~Signature~~